

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION****Séance du mercredi 20 mars 2024**

Nombre de membres en exercice : 23  
Nombre de présents : 17  
Nombre de votants : 17

Date de la convocation : 14 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt mars à quatorze heures et trente minutes, les membres du Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

**Présents :**

Madame Claude BALLOTEAU  
Madame Catherine BOUTINEAU  
Monsieur Patrice BROUHARD  
Madame Monique CHARRIER  
Madame Martine FOUGEROUX  
Madame Marie-Thérèse GRANDILLON  
Monsieur Raymond HERISSON  
Madame Ghislaine JOUANNET  
Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU

Madame Sophie LESORT-PAJOT  
Madame Frédérique LIEVRE  
Madame Mariane LUQUÉ  
Madame Béatrice ORTEGA  
Monsieur Jean-Marie PETIT  
Madame Michelle PIVETEAU  
Monsieur Guy PROTEAU  
Monsieur François SERVENT

**Absents excusés :**

Monsieur Alexandre GUICHARD  
Madame Patricia PARIS

**Absents :**

Madame Clarice CHEVALIER  
Madame Béatrice GARLANDIER  
Monsieur Joël PAPINEAU  
Madame Karine TOBI

**Secrétaire de séance :** Madame Sophie LESORT-PAJOT**Instauration de l'indemnité forfaitaire de déplacement*****Ressources humaines***

Le Conseil d'administration peut déterminer les fonctions essentiellement itinérantes, à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport en commun régulier, au titre desquelles peut être allouée, une indemnité forfaitaire de déplacement. Les fonctions éligibles doivent être caractérisées par des déplacements fréquents voire quotidiens à l'intérieur de l'intercommunalité, dès lors que cette fréquence rend difficile voire impossible l'utilisation des transports en commun et que

l'agent ne peut pas disposer d'un véhicule de service. Chaque agent doit être en possession d'un ordre de mission permanent.

Cette indemnité s'adresserait aux agents amenés à se déplacer régulièrement à l'intérieur de l'intercommunalité et qui ne peuvent avoir recours au véhicule de service.

Il est proposé aux membres du Conseil d'administration de fixer le montant annuel de l'indemnité à 400 € (montant retenu, dans la limite de 615 € par an).

Les fonctions itinérantes justifiant l'octroi de l'indemnité sont les suivantes :

- Les animateurs des accueils de loisirs et du local jeunes ;
- Les directeurs de structures et responsables des services Petite enfance, Enfance et Jeunesse ;
- Le personnel administratif du service d'aide à domicile et toute autre fonction administrative ou d'encadrement nécessitant des déplacements fréquents.

Le cas échéant, le montant de l'indemnité est modulé à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle elle est versée si l'agent a été recruté au cours de l'année, radié des cadres ou des effectifs au cours de l'année ou bien placé dans une position administrative autre que la position d'activité pendant une partie de l'année. En outre, elle est versée au prorata du temps de travail de l'agent.

Chaque bénéficiaire se verra attribuer l'indemnité par voie d'arrêté. Elle est reconductible d'une année sur l'autre, sous réserve que l'agent bénéficiaire continue d'exercer les fonctions y ouvrant droit.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L. 712-1 ;

Vu le Décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 (modifié par le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007) fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu l'Arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire à hauteur de 615 € prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente et après en avoir délibéré,

## DECIDE

- D'instaurer l'indemnité forfaitaire de déplacement et d'en fixer le montant à 400 € par an, dans les conditions prévues ci-dessus, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2024 ;
- De verser l'indemnité aux agents exerçant les fonctions essentiellement itinérantes suivantes telles que précisées ci-dessus ;

- D'inscrire au budget du CIAS les crédits correspondants ;
- D'autoriser le Président à signer tout document afférent.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance  
Sophie LESORT-PAJOT

